

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.17
7 octobre 1974

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant
sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, communiqués
par les gouvernements en application de la résolution 1074 C (XXXIX)
du Conseil économique et social

GHANA

RAPPORTS UR LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
PORTANT SUR LA PERIODE DU 1er juillet 1969 au 30 juin 1973

Pendant la période considérée, le Gouvernement ghanéen s'est engagé à accélérer le rythme du développement économique et social du pays et à faire en sorte que toutes les régions bénéficient équitablement des avantages du développement, de façon que les niveaux de vie et la qualité de la vie des Ghanéens s'en trouvent améliorés. La politique d'auto-assistance que le gouvernement a adoptée en 1972 l'a aidé à atteindre certains de ces objectifs. L'élément clé de cette politique était l'indépendance alimentaire consistant à moins dépendre, dans ce secteur, des produits d'importation. Les projets d'auto-assistance dans divers autres domaines comme la santé, le logement et l'éducation ont aussi été encouragés.

III.B) DROIT A LA SECURITE SOCIALE

En vertu de l'article 27 du décret de 1972 sur la sécurité sociale (NRCD 127), tout employeur est tenu de verser chaque mois pour chaque travailleur une contribution au titre de la sécurité sociale égale à 12,5 % du salaire mensuel.

C) DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT

Le gouvernement a pris d'importantes dispositions pour assurer aux populations des produits alimentaires en quantités suffisantes. Ainsi, en mars 1970, il a créé une équipe spéciale chargée d'améliorer les arrivages de vivres (maïs, riz, ignames, manioc, banane-plantain et colacasie, notamment) dans les régions urbaines. Les vivres distribués de cette façon étaient meilleur marché et les agriculteurs étaient poussés à produire davantage pour vendre à l'équipe spéciale. En 1970 également, le gouvernement a créé le Conseil du développement des céréales, afin de stimuler l'accroissement de la production de céréales et de légumineuses dans le nord du pays et dans la région du Haut Ghana.

En 1972, dans le cadre de ses efforts pour accroître la production alimentaire et conformément à sa politique d'auto-assistance, le gouvernement a proclamé les années 1972 à 1974 Années de la guerre agricole et a lancé l'"Opération Nourrissez-vous". En application de ce programme, les agriculteurs ont été encouragés à produire davantage de vivres et les particuliers à pratiquer le jardinage. Des engrais, des insecticides, des semences et des outils pour l'agriculture ont été mis à la disposition des cultivateurs. Le programme a été à l'origine d'une véritable révolution agricole sans précédent dans l'histoire du Ghana, ainsi qu'en témoigne le fait qu'aujourd'hui les populations, à tous les niveaux de l'échelle sociale, pratiquent l'agriculture, soit professionnellement à plein temps, soit accessoirement comme distraction. Des millions d'hectares de terres ont été mis en culture et, en 1973, il a fallu faire venir dans le pays des moissonneuses-lieuses pour faciliter la récolte des céréales.

En 1972, le gouvernement a porté à 1 cedi par jour le salaire minimum. Pendant la période considérée, le gouvernement s'est engagé également dans un programme tendant à améliorer la qualité du personnel du Département de la protection sociale. Un cours post-universitaire a été entrepris à l'Université du Ghana en 1969 à l'intention des nouveaux diplômés du Département, et d'autres fonctionnaires supérieurs ont suivi des cours à l'Institut d'administration publique. Ces initiatives avaient pour objet de mettre ce personnel en mesure de mieux exercer ses fonctions et d'améliorer la qualité des services rendus aux membres de la communauté qui en ont besoin. Le gouvernement a encouragé également la formation d'organisations bénévoles s'employant à promouvoir le bien-être social des habitants. En août 1969, par exemple, on a créé l'Assemblée ghanéenne des femmes, à laquelle toutes les associations féminines du pays sont affiliées.

D) DROIT A LA JOUISSANCE DU MEILLEUR ETAT DE SANTE PHYSIQUE ET MENTAL POSSIBLE

Le Gouvernement ghanéen s'est attaché à développer la médecine préventive et à fournir des services médicaux à la population rurale. Il a donc poursuivi activement, pendant la période considérée, son programme de lutte contre les maladies transmissibles, notamment la rougeole, la variole, la bilharziose, le paludisme, la tuberculose et l'onchocercose. Dans le cas de la bilharziose, on a entrepris en octobre 1969 le traitement des foyers de parasites.

Le gouvernement a également continué à fournir les soins médicaux voulus. De nouveaux centres et postes sanitaires ont été mis sur pied. On a augmenté le nombre des infirmières sociales, de façon à offrir aux communautés des services d'hygiène maternelle et infantile. On a créé des centres de réadaptation nutritionnelle pour faciliter l'éducation des mères d'enfants victimes de malnutrition. On a établi un centre spécial où des chimistes procèdent à l'examen des aliments, des boissons (surtout celles qui sont préparées localement), des effluents nocifs des mines et des rivières. En ce qui concerne l'hygiène du milieu, le gouvernement a créé un programme d'amélioration des approvisionnements en eau dans les régions rurales, étant donné que l'eau non potable est la cause principale d'un grand nombre de maladies.

E) DROIT DES FAMILLES, DES MERES ET DES ENFANTS A UNE PROTECTION ET A UNE ASSISTANCE

L'Article 13 de la Constitution de 1969 prévoit la promulgation de lois propres à assurer la protection du droit des femmes et des enfants de bénéficier de l'assistance et des soins spéciaux qu'exige leur santé, leur sécurité, leur développement et leur bien-être.

Le Décret du travail de 1967 (NLCD 157) est resté en vigueur. L'Article 41 de ce décret dispose que nul ne peut employer une femme dans les mines ou à des travaux souterrains ni dans des entreprises industrielles la nuit. Nul ne peut employer un enfant (c'est-à-dire une personne de moins de 15 ans), sauf s'il s'agit d'un travail peu pénible, de caractère agricole ou domestique exclusivement, que l'enfant fait dans sa propre famille. En vertu de l'Article 45 du décret, nul ne peut employer un adolescent (c'est-à-dire une personne de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans) dans des entreprises industrielles pendant la nuit, dans des mines ou à des travaux souterrains.

En 1970, le gouvernement a pris des dispositions obligeant tous les employeurs à accorder aux femmes enceintes employées dans leurs entreprises un congé de maternité de trois mois à plein traitement.

F) DROIT A L'EDUCATION

Pendant la période considérée, le gouvernement a cherché à surmonter certains des problèmes que pose l'application du Programme de développement accéléré de 1951 et de la Loi sur l'éducation de 1961, qui prévoit l'enseignement obligatoire pour tous : à cet effet, il a fait construire de nouveaux bâtiments scolaires, il a augmenté le nombre des établissements de formation pédagogique et il a remplacé les élèves-enseignants par des enseignants qualifiés. En 1972/73, le corps enseignant s'était accru de quelque 6 350 enseignants qualifiés.

Résolu à faire en sorte que l'éducation revête un caractère aussi concret et aussi utile pour les élèves que possible, le gouvernement a fait une très large place, dans les écoles élémentaires, à des matières telles que l'élevage et l'agriculture, l'artisanat et les métiers locaux et l'enseignement des sciences élémentaires et ménagères. Le programme de scolarisation plus poussée qui avait débuté avec 18 écoles pilotes en 1969/70, s'était étendu, en 1973, jusqu'à comprendre quelque 300 écoles. Le gouvernement a continué d'attribuer des bourses à des élèves méritants des deux sexes pour leur permettre de fréquenter l'école secondaire et les établissements d'enseignement supérieur.

G) DROIT DE PARTICIPER A LA VIE CULTURELLE

Le gouvernement a pris un vif intérêt à la vie culturelle des populations. Depuis 1972, des festivals artistiques régionaux et nationaux ont été organisés par le Conseil artistique du Ghana. Le Ministère de l'éducation a également encouragé l'enseignement du vernaculaire dans les écoles.